

## Convoqués chez les flics

Les secrétaires généraux de tous les syndicats de la Base Navale de Toulon ont été « invités » à un entretien par le Directeur de la Direction Centrale du Renseignement Intérieur (DCRI – ex RG).

But avoué de cette réunion peu ordinaire : un petit rappel à la loi et des recommandations sur le bon déroulement des manifestations, notre action du 1<sup>er</sup> octobre devant la permanence du député Philippe VITEL n'ayant que modérément plu aux forces de l'ordre.

Après concertation, les SG de chaque Organisation Syndicale décident de participer à ce qui sera vraisemblablement un joyeux débat.

Sympathiquement accueillis par un policier, nous pénétrons tous dans les locaux de la DCRI.

Bon sang de bois ! Fichtre ! Diantre !

Z'auraient bien besoin d'élus HSCT pour défendre leurs conditions de travail ici !

Tout est vétuste.

Les couloirs, longs, étroits et sombres, font penser à Brazil, le film de Terry Gilliam. La lumière extérieure peine à percer la saleté des vitres. Un cafard (véridique !) court le long des plinthes. Les peintures, ternes et jaunâtres, tombent en lambeaux.

Les policiers que nous croisons dans ce triste univers ont tous l'air intrigués par notre petit cortège (nous sommes une bonne quinzaine en tout).

Après avoir suivi notre guide dans un labyrinthe d'escaliers et de couloirs, nous arrivons enfin devant l'entrée du Bureau du Directeur.

L'homme qui nous accompagne réalise soudain que nous sommes bien trop nombreux pour le local qui sert de Bureau à son Directeur.

Après réflexion, il nous propose de le suivre vers une salle de réunion plus à même de nous recevoir dans de bonnes conditions.

Nous voilà repartis dans le triste dédale.

Je perds de vue le militant que j'avais emmené avec moi. Une seconde d'inattention, et hop, un disparu !

J'ai bien été tenté de faire quelques pas en arrière, mais les voix du groupe s'éloignant rapidement, je me suis vite ravisé, craignant moi aussi de ne plus retrouver mon chemin.

Je me dis alors que si nous avons été prisonniers dans cet endroit lugubre, nous n'aurions certainement pas réussi à nous échapper, tant sont nombreuses les scissures labyrinthiques qui font office de couloirs. Peut-être aurais-je dû mettre quelques cailloux dans mes poches ?...

Je rattrape mes compagnons aventuriers.

Nous déboulons enfin à l'air libre dans une sorte de cour intérieure. Mes poumons, sans doute oppressés par l'endroit, semblent soudain mieux fonctionner. L'air frais ainsi respiré me semble en tout cas savoureux.

Deux flics inertes et à la mine dépressive sont adossés au mur et fument une clope (j'ai bien observé, les cigarettes avaient l'air normales...).

Nous restons là quelques minutes à attendre, d'ailleurs sans raison apparente.

Le militant égaré nous rejoint enfin, l'air hagard, surpris de nous avoir perdu aussi rapidement. Probablement traumatisé par sa petite aventure, il ne fait désormais qu'un avec le groupe.

Notre guide nous interpelle. Il nous fait signe de le suivre.

Nous dévalons quelques escaliers.

Tiens ?! On descend ?! Vers quoi ? Une cave ?

Le groupe devient soudain silencieux. Nous observons avec attention les lieux, comme si chaque détail avait soudain pris une importance capitale.

Nous débouchons dans une grande salle. Grande Table et beaucoup de chaises.

Un homme d'une trentaine d'années nous invite à nous asseoir.  
Il se présente comme Commissaire Divisionnaire et responsable de la DCRI.  
Le débat s'engage.

Reproche nous est immédiatement fait de ne pas avoir suivi le parcours initialement prévu lors de l'action du 1<sup>er</sup> octobre 2010 (dépôt de motion devant la permanence du député Vitel). Le fait de prolonger la parcours jusqu'à la mairie de Toulon aurait eu pour conséquence la sollicitation de nombreux policiers prévus sur d'autres tâches.

Nous avons répondu que nous étions conscients des répercussions de la RGPP sur les effectifs de la police et que les combats que nous menons depuis fin 2007 vont bien dans le sens de la préservation du service public. Mais peut-être, alors, faut-il des syndicats plus forts dans la police ?

Notre humour n'a pas eu l'heur de plaire.

Nous avons ajouté que si le député Vitel n'avait pas fui le débat face aux personnels alors qu'il était venu à leur rencontre, nous n'aurions pas été dans l'obligation de proposer une autre forme d'action ce jour là. Mais peut-être Vitel est-il plus habitué aux débats feutrés de l'assemblée nationale ?

Les jets d'œufs sur la façade de la mairie de Toulon ont aussi été évoqués.

Le Commissaire Divisionnaire nous a fait part des consignes qu'il a reçu de la Préfecture de Toulon.

Là, franchement, nous étions désolés pour lui, mais on ne peut décemment pas aller vérifier dans les poches de chaque manifestant la présence ou non de ces fragiles projectiles. On peut passer des consignes, mais pas sûr qu'elles soient respectées.

Nous avons profité de l'occasion qui nous était donnée pour rappeler que les organisations syndicales de l'arsenal de Toulon, depuis maintenant des décennies, mènent des actions pour améliorer le sort des personnels de la Défense ou, à minima, pour préserver leurs acquis. Et ces actions ont toujours été menées avec la plus grande responsabilité et le souci permanent de la sécurité des manifestants et des usagers de la route.

Le message ayant été passé d'un côté comme de l'autre, nous nous sommes quittés avec le sentiment que prochainement, très certainement, nous serons amenés à nous revoir.

Demain, samedi 16 octobre, une nouvelle manifestation aura lieu dans toute la France.

Pour l'instant, le mécontentement va grandissant.

On était 1 million dans les rues avant l'été.

2 millions début septembre.

3 millions fin septembre.

Et 3,5 millions le 12 octobre.

Ca pourrait baisser ? Voire...

Les gens ont tellement le sentiment qu'on les a « pris pour des cons », dans ce dossier retraite, qu'un fort sentiment d'injustice les anime désormais. Ce qui s'exprime, ça n'est pas le rejet du gouvernement en place, contrairement à ce que certains affirment, mais bien le refus d'une réforme mal financée pour l'avenir et inéquitable.

Demain, on se comptera.

Et mardi, on reviendra.

Jean Innocenzi  
Secrétaire général du Syndicat Défense Méditerranée